

Histoire du masque : de mensonge d'État en mensonge d'État



Une histoire à écrire : celle du masque en temps de pandémie coronavirienne.

Elle devrait coller aux doigts du Président et de son gouvernement comme le sparadrap colle à ceux du capitaine Haddock.



À partir de lundi, amende de 135 € aux passagers des transports en commun qui se présenteront dans le métro, le RER, les trains, les bus, le visage découvert.

On voudrait rendre fou les Français qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Au début, officiellement, le masque ne servait à rien. Il suffisait de quelques gestes naïfs pour se protéger. Sibeth la bien nommée disait qu'elle-même, génie entre les génies, était incapable de mettre correctement l'outil, alors les illettrés, les beufs, les derniers de cordée, il ne fallait pas y penser.

Évidemment, ces démonstrations solidement relayées par la presse aux ordres n'avaient qu'un but : cacher la pénurie. Et il y eut des spécialises plus serviles que d'autres qui décrétèrent que son port était dangereux pour la santé (la chanson servit aussi à démolir le traitement de Didier Raoult).

Cette panne de l'intelligence des élites ou leur complicité dans le mensonge avec le pouvoir interroge. À quoi servent-elles ?

Soit elles sont composées de « *petits cons d'la dernière averse* » et de « *vieux cons des neiges d'antan* », soit, tellement habituées à être cul et chemise avec les politicards, elles n'ont qu'un rôle de supplétifs. Dans les deux cas, elles ne sont d'aucune utilité à notre pays. Qu'elles se taisent, se cachent, disparaissent dans le néant médiatique.

Les soignants qui portaient le même masque pendant des journées entières alors que sa durée de vie était de trois ou quatre heures en réclamaient. Leurs cris se perdaient dans les couloirs de l'Assemblée nationale et des salles de rédaction.



Jérôme Salomon assurait tous les soirs qu'ils étaient en voie de production ou d'acheminement. Mais nos sœurs Anne infirmières ne voyaient rien venir. Restait les masques Décathlon.



Les pharmaciens disaient pouvoir en avoir sans problème mais le gouvernement leur interdisait d'en vendre aux particuliers. Ils encouraient six mois de prison et 10 000 euros d'amende.

« Non, les Français ne pourront pas acheter de masques dans les pharmacies » lançait Sibeth la bien nommée le 17 mars. *« Si on commence à ouvrir la vente en pharmacie, ce sera une vente qui sera vite tarie »*, ajoutait Véran la vérole le 19 avril.

Pourtant le 13 avril, Macron en annonçant que le déconfinement commencerait le 11 mai, susurra que : *« Pour les professions les plus exposées, et pour certaines situations comme dans les transports en commun, son usage pourra devenir systématique »*.

Incohérence ? Injonction paradoxale ? En même temps macronien ? Rupture de raisonnement ? Disruption mentale ?

Soudain, dans les journaux de la PQR, en pleine page, des patrons pour que chacun fabrique son masque. Tissu, papier, élastique. De petits ateliers se créèrent dans tout le pays. Mamie faisait le sien et les migrants clandestins aidaient.

La belle histoire de l'Oncle Paul germait dans tous les médias.

La France n'avait pas de masque mais avait de petites mains industrielles.

Du plus seyant au plus ridicule, on posait pour les journalaux.

Même *Le Monde*, quotidien toujours à la pointe de la désinformation sur la chloroquine comme sur les masques, précautionneusement, avançait que le masque pourrait être utile.

Mais les experts et les politicards résistaient. Des maires (Montpellier, Royan, Limoges...) qui avaient pris des dispositions pour rendre obligatoire le masque dans les transports en commun virent leur arrêté défait d'un coup de gueule par les préfets chien de garde. « *Cette obligation outrepassé les pouvoirs de police des maires* », braillaient les représentants de l'État.

Puis le 102^e dalmatien, avec sa tête de chien battu, en présentant son plan de déconfinement devant le Sénat, indiqua benoîtement : « *Les masques seront obligatoires dans les transports. Et les commerçants que le désirent pourront l'imposer dans leur boutique.* »

Ite missa est.

Et la prune de 135 € en approche.

Olivier Véran ne fut pas en reste. Après avoir affirmé le 6 mars : « *J'insiste : l'usage des masques en population générale n'est pas recommandé et n'est pas utile* », le 3 mai, il parla d'un « *mensonge d'État* ».

La Macronie reconnaissait avoir menti les yeux dans les yeux aux Français sur les masques.

Comme d'habitude, cela n'eut aucune conséquence.

Le Conseil d'État a confirmé le 5 mai, un autre mensonge d'État dans le mensonge d'État : « *Il y a beaucoup de pharmaciens qui tout à coup découvrent qu'on leur a menti depuis le 24 mars* ». Ils avaient le droit de vendre des masques alors que le gouvernement les menaçait de représailles s'ils le faisaient.

Entre-temps, nous avons appris que des millions de masques ont été détruits au début de la pandémie sous prétexte que la date de péremption était passée. Au lieu de changer les élastiques, ils ont été cramés.

Lundi, masque fait maison, masque acheté en pharmacie, masque de magasin de bricolage, il faudra sortir couvert.

En attendant la révélation du prochain mensonge d'État ?

Marcus Graven